



Distr.
LIMITEE

T/COM.4/L.34
29 décembre 1958

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. FOMINYEN, CHEF DU VILLAGE DE NYEN, CONCERNANT
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Village de Nyen
Région de Menemo, Fédération
du Sud-Ouest,
Division de Bamenda, Cameroun
méridional sous administration
britannique,
Afrique orientale,
Le 8 octobre 1958

Monsieur le Président,
Mission de visite des Nations Unies
au Cameroun sous administration
britannique
Aux bons soins de l'Administrateur
de district
Division de Bamenda
Cameroun méridional

Monsieur le Président,

Accusé de réception du document officiel des Nations Unies (T/PET.4/139)
du 30 juin 1958, reçu le 29 septembre 1958, concernant ma pétition
du 20 mars 1957

J'ai l'honneur d'accuser très respectueusement réception du document
susmentionné.

1. Devant la longueur de ce document, je suis frappé d'un extraordinaire
étonnement que les mots sont impuissants à décrire. Je ne peux pas exprimer
les sentiments de reconnaissance que j'éprouve pour la lourde tâche que vous
avez accomplie, lors de vos sessions, en examinant ma pétition. Je peux
seulement dire "remerciements pour les séances du Conseil des Nations Unies"^{1/}.

1/ Note du Secrétariat : Dans sa résolution 1804 (XXI), du 14 mars 1958, le
Conseil de tutelle a partagé l'opinion du Président de la Mission de visite
de 1955 selon laquelle une pétition antérieure du Chef Fominyen Nyen Mfom
- qui portait précisément sur la même question que la présente communication -
était irrecevable aux termes de l'article 81 du règlement intérieur du
Conseil.

2. L'exposé sommaire de mon litige foncier No 61/42 risquant d'être perdu, j'ai exposé en détail dans ma pétition presque tout ce qui concerne les obstacles soulevés par l'Autorité administrante. Pourtant, je sollicite encore de votre généreuse bienveillance de bien vouloir demander les archives des tribunaux indigènes relatives à cette affaire, en date du 14 septembre 1953, en ce qui concerne les conclusions de l'Administrateur de district adjoint, M. J.C. Hughes et celles de l'Administrateur de district, M. L. Robert, en date du 1er février 1954. Vous serez ainsi au courant de toute l'affaire, s'il subsiste des doutes quant aux faits que j'ai mentionnés.

3. Je suis séparé du demandeur par Sala de Njindom et par Fonyam, Chef du village de Zang Tembong; les terres de ces derniers sont voisines de celles du demandeur à Tiatam et de Tiatam à Tiko-ngum, respectivement. Je ne peux pas comprendre pourquoi il a intentionnellement franchi les milles qui nous séparent pour s'efforcer de me déposséder de ma petite terre grâce à de faux témoignages et à la partialité de l'Autorité administrante, ni pourquoi il a quitté ses propres terres qui s'étendent sur des milles et des milles et qui comprennent différentes parcelles, à savoir :

1. Efunonam, qui appartient à Mukiawa, Chef de quartier de ladite terre de Sang bien connue de tous, qu'il avait voulu abandonner au début de cette affaire, mais a été encouragé à poursuivre.
2. Fringyeng, limitrophe à Osie, région de Ngaw.
3. Mbod, limitrophe à Bamundom II, région de Ngemba.
4. Etu-embeng.
5. Nbenq-tibad.
6. Tikoru.
7. Mbengwi

où le demandeur avait voulu émigrer; toutes ces terres sont fertiles. Puis-je vous demander d'avoir la bonté d'y faire effectuer des enquêtes afin de découvrir la vérité?

4. Je crois que l'on m'intente ce procès au sujet de mes terres en vue de les confisquer. Sinon, je ne vois pas pour quelle raison l'Autorité administrante aide le demandeur, qui n'est pas l'hôte de ce pays, à obtenir ma seule terre pour l'ajouter à ses diverses parcelles, comme je l'ai indiqué plus haut.

5. En ce qui concerne la période de trente ans mentionnée dans le compte rendu officiel de la 470ème séance qui s'est tenue au Siège, à New-York, le mercredi 11 février 1958, les années de domination britannique sur le Territoire sont plus nombreuses qu'elles n'auraient dû l'être, puisque l'Autorité a été en mesure de connaître la tradition du peuple et, partant, d'exercer son influence à cet égard. Aussi, il ne faut pas que l'on trompe votre sagacité en vous faisant croire que la terre est une terre nouvelle, fondée par la présente génération; elle a été fondée par mes ancêtres, dont le demandeur est un descendant, ce qui aurait dû faciliter les choses, puisque la génération présente a des limites traditionnelles, comme je l'ai montré dans le paragraphe 3 ci-dessus. Nous devons pouvoir avoir la jouissance de nos terres respectives.

6. Je n'ai jamais manqué de comparaître à aucune des audiences qui ont eu lieu dans cette affaire, sauf après que je vous ai remis ma pétition; j'ai reçu plusieurs lettres me demandant de présenter tous les documents mentionnés dans ma pétition afin de leur permettre de m'aider à remonter à la source de mes griefs et difficultés. A juste titre, j'ai éprouvé des craintes et je n'ai pas comparu pour présenter les documents, de peur que l'on s'en serve contre moi. Par exemple, s'ils avaient eu l'intention de renoncer à la partialité dans l'intérêt de la justice, personne ne m'aurait posé la question relative à la distance considérable qui existe entre l'endroit où vous demeurez et cette partie éloignée du monde (voir ma lettre du 18 octobre 1957, paragraphe 4).

7. Je vous ai de nouveau présenté mes griefs et difficultés, en y ajoutant de nouveaux arguments. Vous avez donc le devoir d'exercer votre influence, qui s'ajoute au pouvoir des Grades dans cette affaire, d'autant plus que les 272 habitants du village de Nyen, qui, je l'espère, ont augmenté en nombre grâce à de nouvelles naissances et continueront d'augmenter, n'ont pas d'autres terres à cultiver pour subsister, ce qui accroît mes griefs et difficultés dus aux manoeuvres frauduleuses dont je suis victime.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Président, votre très obéissant serviteur.

FOMINYEN

Chef du village de Nyen
